

Démonstration de force du parti au pouvoir à l'approche des élections au Burundi

PANA, 14 septembre 2014 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) a organisé samedi à travers tout le pays, des festivités en grande pompe qui commémoreraient le quatrième anniversaire de sa seconde victoire aux élections générales de 2010 et à la veille de celles de 2015. Le CNDD-FDD avait planifié littéralement sur les municipales, les parlementaires, la présidentielle, ainsi que le reste des scrutins à la base, lors des premières élections générales au suffrage universel de sortie de guerre civile face à 24 autres partis politiques de l'opposition.

Le parti avait déjà obtenu une victoire facile qui l'a conduit aux affaires en 2005, à peine sorti du maquis en tant qu'ancienne principale rébellion armée. Le Burundi se prépare à de nouvelles élections générales de 2015 et le FDD a profité de cet anniversaire pour galvaniser les militants et les foules de sympathisants dans les 129 communes du pays acquises à sa cause. La bonne santé du parti au pouvoir contraste fort, par contre, avec la torpeur dans laquelle se trouve l'opposition depuis sa défaite aux élections de 2010, sur fond de grogne contre des entraves attribuées à l'administration à la base majoritairement dominée par le CNDD-FDD, quand il s'agit d'organiser des élections publiques. L'opposition est encore minée par des divisions internes qu'elle attribue, là aussi, au pouvoir du CNDD-FDD malgré des démentis maintes fois répétés par le parti présidentiel qui irrite encore en faisant durer habilement un "faux suspense sur les intentions réelles du président sortant, Pierre Nkurunziza, de briguer un "troisième mandat", pour les adversaires politiques, et un "second mandat" pour les siens. Le président Nkurunziza avait été élu une fois au suffrage universel indirect par le parlement lors des premières élections post-conflit de 2005. Ce n'est qu'en 2010 que l'opposition burundaise avait été placée devant la population, en tant que candidat unique au suffrage universel direct. L'opposition de l'époque ayant opté pour le boycott de la présidentielle pour protester contre la mauvaise organisation des scrutins. En 2015, le camp présidentiel considère déjà, en privé comme en public, que le chef de l'Etat rempile pour un second et non un troisième mandat au suffrage universel direct, tandis que l'opposition refuse qu'on mette dans les pertes et profits, le premier mandat de 2005 à 2010. L'arbitrage par la Cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a été déjà évoqué publiquement par les dirigeants du CNDD-FDD, au point que les calculs politiques des uns et des autres ne concorderaient pas au bout du compte, ce qui augure d'un climat électoral encore plus "malsain" et "tendu", de l'avis des observateurs politiques à Bujumbura.